Les États généraux de la révolution numérique

entre émancipation et aliénation

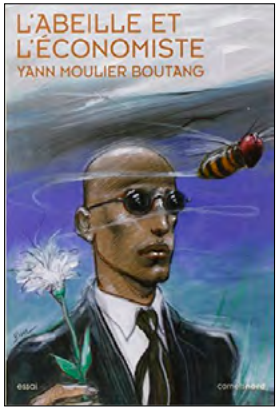
18/19 mars 2016

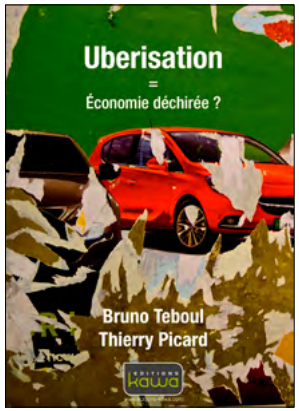
Espace Niemeyer

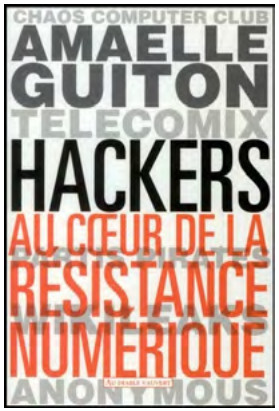
egrn.fr

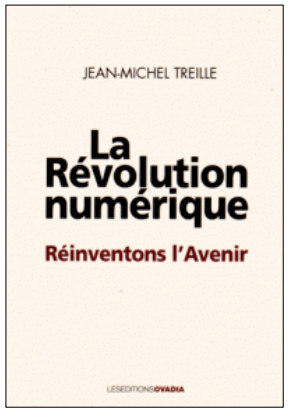
PCF | FRONT DE GAUCHE

Les livres des EGRN









Programme des États généraux de la révolution numérique

Vendredi 18 mars 2016

Atelier 1 Les lanceurs d'alerte sont-ils devenus le 5e pouvoir ? 4

Atelier 2 La Révolution numérique, quels enjeux pour la formation et le travail ? 6

Atelier 3 Ubérisation : entre résistances et alternatives 7

Atelier 4 La démocratie et la politique à l'heure des réseaux sociaux 9

Atelier 5 Construire un éco-système alternatif au tout Start-up 11

Atelier 6 Automatisation, robotisation, big data : la fin du salariat ? 12

Atelier 7 Révolution numérique, les territoires, l'État, l'Europe 14

Atelier 8 L'impasse du solutionnisme technologique, vive la politique ! ... 16

Atelier 9 Blockchain, finance participative, cryptomonnaie, fintech : fin des banques et de la souveraineté monétaire ? 18

Samedi 19 mars 2016

Atelier 10 Numérique & enseignement : faut-il faire entrer la culture hacker dans l'Éducation nationale ? 20

Atelier 11 Datapolis-Smart City vs Fab-City-Participolis 21

Atelier 12 À l'heure de la « French tech » et de la stratégie « Europe 2020 », quelle stratégie numérique alternative pour la France et l'Europe » 23

Atelier 13 Numérique et société de surveillance 24

Atelier 14 La fabrication numérique distribuée et locale : une nouvelle révolution industrielle ? 26

Atelier 15 Licence créative commons ou/et droit d'auteur ? 28

Atelier 16 Les communs numériques contre les nouvelles enclosures 29

Vend. 18 mars | Atelier 1

14h-16h —> Coupole Niemeyer

Les lanceurs d'alerte sont-ils devenus le 5e pouvoir ?

Snowden, Assange, Falciani… pour ces activistes d'un nouveau genre : les lanceurs d'alertes, grâce à Internet l'espace démocratique est mondial. L'éthique citoyenne devient supérieure aux secrets d'État ou des affaires. Ainsi, Eward Snowden a révélé l'ampleur de la surveillance de masse opérée par la NSA avec la complicité de Google, Apple, Facebook, Microsoft, Cisco... tandis que Julian Assange, le fondateur du site WikiLeaks rendait publics les secrets nauséabonds des guerres d'Irak et d'Afghanistan, et Hervé Falciani dévoilait les pratiques scandaleuses d'HSBC.

Avec le Web et les réseaux sociaux comme système d'information mondiale en temps réel, concurrentiel des médias traditionnels, nous sommes dans une époque où la réputation, l'image de marque deviennent le talon d'Achille des États, des institutions et des firmes multinationales. Ces outils technologiques mettent à la portée de chaque citoyen, groupes informels ou organisations la possibilité de lancer l'alerte.

D'où les réactions extrêmement violentes des États, des institutions et des firmes capitalistes mises en cause. Snowden est poursuivi pour trahison et risque la peine de mort. WikiLeaks est classée comme « Énnemi d'État » des États-Unis au même titre qu'Al-Qaida et Daesh ! Falciani est pour sa part l'objet d'une véritable fatwa d'HSBC et des milieux financiers au nom du secret des affaires. Il s'agit de faire des exemples pour faire peur et terroriser, y compris en instaurant par les traités internationaux des lois d'exception pour protéger un soi disant secret des affaires. Les lois liberticides sur les renseignements, votées partout dans le monde sous prétexte de lutte contre le terrorisme, sont des armes de répression contre les lanceurs d'alerte.

L'enjeu politique est la reconnaissance de l'utilité publique des lanceurs d'alerte, et leur protection légale au même titre que les journalistes, les parlementaires ou les avocats par un statut. La notion de protection du « secret des affaires » qui couvre la fraude fiscale, le dumping social et environnemental ainsi que la corruption, doit être bannie du droit européen et des traités que signe l'Union Européenne.

La France doit accorder l'asile politique, s'ils le demandent, à Snowden et Assange.

Participants :

Julian Assange, créateur de WikiLeaks, Réfugié politique à l'ambassade d'Equateur à Londres (sous réserve)

Sophie Binet, secrétaire générale adjointe de l'UGICT-GCT, agit pour la protection et la reconnaissance des donneurs d'alerte.

Lydia Samarbakhsh, responsable relations internationales du PCF, membre du Conseil exécutif national

Hervé Falciani, lanceur d'alerte de la banque HSBC, auteur de *Séisme sur la planète finance*

Vend. 18 mars | Atelier 2

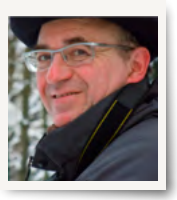
14h-15h45 —> Salle des conférences —> 1er sous-sol

Carte blanche à l'Union des étudiants communistes

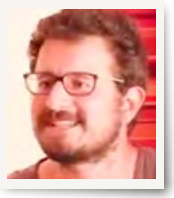
La Révolution numérique, quels enjeux pour la formation et le travail ?

La révolution numérique a bouleversé le travail dans les premiers pays industrialisés. Si certains voient dans les nouvelles technologies et l'automatisation un début de « fin du travail », ces évolutions ont également créé de nouveaux emplois et de nouvelles formes de travail. Deux enjeux émergent de ces évolutions : tout d'abord, si ces nouvelles formes de travail peuvent être porteuses de nouvelles libertés – on pense notamment aux fab-labs – elles peuvent également se manifester en une précarisation du salariat – on pense ici à Uber et ses semblables. Quelles conséquences pour la formation ? Comment adapter la formation à l'ère du numérique ? Les contradictions actuelles sont fortes : à l'heure où la classe dominante a plus que jamais besoin d'une main-d'œuvre formée, les manques de moyen se font durement ressentir dans l'enseignement supérieur. Il apparaît donc urgent de libérer le travail des étudiants pour répondre aux enjeux de progrès du XXIe siècle.

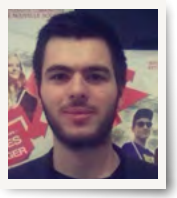
Jean Lojkine
Sociologue



Francis Velain
Ingénieur-informaticien



Yann Le Lann
Président d'Espace Marx



Léo Dubois
Coordinateur national de l'UEC

Vend. 18 mars | Atelier 3

16h-17h45 —> Coupole Niemeyer

Ubérisation : entre résistances et alternatives

Les plateformes numériques sur internet, c'est-à-dire un algorithme et des centres de stockage de données, permettent l'échange mondial de biens et de services à partir de l'exploitation de grands volumes d'informations. Nombre de plateformes sont des entreprises de courtage mondialisé du travail comme Uber, « Amazon Mechanical Turk », ou « foule factory » qui accaparent toute la valeur créée, privatisent les communs numériques, détruisent le salariat au profit du contractant «entrepreneur de lui-même », et organisent l'exploitation par des systèmes de notation qui affectent aussi bien le travailleur que le consommateur. Face à ces prédateurs du numérique, la résistance s'organise autour de plateformes coopératives et de la lutte des travailleurs-contractants des plateformes pour leurs droits.

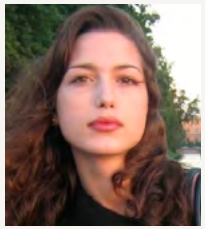
Dans le même mouvement, les plateformes numériques et les réseaux sociaux, remettent en cause la raison sociale et la légitimité des corps intermédiaires. Les systèmes de notation réciproque des usagers comme des prestataires créent une dictature de la réputation qui permet de se passer d'une bonne part des fonctions d'encadrement et de surveillance traditionnelles.

Uber n'investit pas dans les transports en France, ni Airbnb dans l'hôtellerie et le bâtiment, Google ne crée pas d'informations et Youtube ne fait pas de production médiatique. Il s'agit d'un modèle extrêmement parasitaire, celui du « passager clandestin » où l'on profite sans y contribuer d'infrastructures déjà existantes. Uber est basé sur le morcellement du travail, la mise en concurrence sauvage des individus.

Ce qui implique un combat sur un nouveau terrain de la lutte des classes afin que les usagers-contributeur s'unissent pour créer des

coopératives de données opérant avec des logiciels libres par opposition aux actuelles plateformes capitalistiques et propriétaires. D'où la nécessité de coopératives de données, où les contributeurs seraient propriétaires ou copropriétaires de leurs données et du revenu qu'elles génèrent.

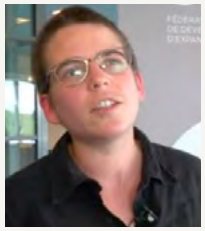
Participants :



Diana Filippova
Activiste de OuiShare, auteure de *Société collaborative – la fin des hiérarchies* éditions OuiShare

Jacques Chabalier
Membre du Conseil exécutif national du PCF, responsable aux entreprises, à l'emploi et au travail

https://youtu.be/yCUmyxMfKAs



Noémie de Grenier
co-fondatrice et co-directrice générale de coopaname

Jean-Luc Molins
Sécrétaire de l'Ugict-CGT

http://www.coopaname.coop/

Bruno Teboul
Enseignant à Polytechnique et à Dauphine,
auteur de *Ubérisation = économie déchirée ?*
Editions Kawa

https://youtu.be/UNxsTLw-JkA

Vend. 18 mars | Atelier 4

16h-17h45 —> Salle des conférences —> 1er sous-sol

La démocratie et la politique à l'heure des réseaux sociaux

Les réseaux sociaux par leur fonctionnement horizontal et viral transforment le rapport à l'action organisée, aux institutions et à la politique. Ils sont devenus, la première source d'information et le principal lieu de débat des moins de trente ans. Sur ces réseaux, les courants de pensées alternatives sont en affrontement permanent avec l'idéologie mainstream et les diverses théories du complot. Les réseaux sociaux ont joué un rôle stratégique aussi bien dans l'élection d'Obama, que dans le développement des Révolutions arabes, celui de Daesch, de la Manif pour tous ou de Podemos. En Chine, les réseaux sociaux sont devenus un moyen de pression fort sur le pouvoir. Il existe une interaction forte entre les médias verticaux traditionnels, les organisations hiérarchisées (institutions, partis, entreprises...) et ces nouveaux médias horizontaux en perpétuel mouvement.

Avec l'instantanéité des réseaux sociaux et leur architecture horizontale et distribuée, les fonctions de médiation, les corps intermédiaires (partis, syndicats, associations...) , toutes les institutions verticales sont fortement questionnés et bousculés. Cela concerne aussi bien la politique en tant que telle, que la démocratie représentative, l'expertise scientifique, ou les services publics l'État social. Cette remise en cause peut déboucher aussi bien vers de nouvelles institutions plus démocratiques avec plus de pouvoir d'intervention collective et solidaire pour l'individu-citoyen ou une fuite en avant vers le « solutionnisme technologique » propre à l'idéologie libertarienne.

La Révolution numérique permet de mettre en œuvre de manière inédite la coopération de millions d'intelligences humaines. Elle offre, à tout humain ayant une connexion internet, la possibilité de participer à la résolution d'un problème petit ou grand, à la constitution de « biens communs » de la connaissance. Ainsi, si les problèmes sont mondiaux, leur résolution de devient planétaire.

Nous avons besoin d'un État et d'une puissance publique nationale comme européenne qui abordent le numérique comme une question de civilisation, une mutation anthropologique. La puissance publique se doit de former les citoyens de demain aux cultures du numérique, de favoriser la diffusion de l'esprit et l'éthique des hackers. Il faut écrire le droit et mettre en place les institutions de la Révolution numérique afin de protéger les citoyens, de leurs donner les droits et les pouvoirs permettant de maîtriser et de s'approprier leur environnement numérique. Cela passe par un véritable droit des données, de leurs traitements et leurs utilisations.

Participants :

Franck Cormerais
Philosophe, professeur des sciences de l'information à Bordeaux, membre d'Ars Industrialis
Co-auteur de *La société éclatée : Le retour de l'objet local* aux éditions de l'Aube
https://www.youtube.com/watch?v=8uXWcV-u-PE

Julien Bayou
Activiste sur les réseaux sociaux, membre d'EELV, animateur du collectif Jeudi noir

Pierre Dharréville
Responsable de la commission « République, démocratie et institutions » du PCF, membre du Comité exécutif national du PCF
http://pierredharreville.blogspot.fr/

Vend. 18 mars — Atelier 5

16h-17h45 —> Salle 26/27 —> 1er sous-sol

Construire un éco-système alternatif au tout Start-up

Dans une société en crise et en pleine transition, nombre d'acteurs du numérique sont en recherche d'un écosystème viable et pérenne, et les financements participatifs ne peuvent à eux seul suffire alors que les financements publics se réduisent.

Il est effectivement difficile de s'épanouir dans une société dominée par les marchés et un État à leur service, pour des structures au statut juridique improbable qui ne sont ni véritablement des associations, ni des services publics, ni des entreprises, et dont le modèle de création et de production est fondé sur le partage, la coopération, et la notion de Commun.

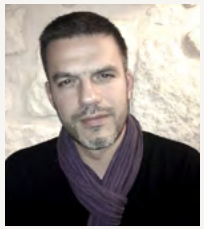
À cela, le gouvernement ne propose comme seul horizon que l'auto-entreprenariat et un système non éthique de start-up. C'est-à-dire la précarité de masse et la négation des valeurs qui fondent le mouvement qui se développe autour du logiciel libre et des fablabs.

Au lieu d'un Etat incubateur de start-up non éthiques, nous avons besoin d'un État partenaire, qui donne les moyens et crée les conditions et les infrastructures pour l'autonomie sociale, économique et politique des créateurs de logiciels libres, des fablabs et autre tiers-lieux. Son rôle devrait être de protéger les biens communs, et d'aider au développement d'un secteur coopératif fort et d'un entreprenariat éthique. L'État se devrait de développer une planification stigmergique s'appuyant sur le pair à pair.

Il faut un État qui aide ceux qui sont en train d'imaginer ; de construire, et d'expérimenter des écosystèmes propres, afin d'échapper à la contrainte du marchand et de l'étatisation, en créant de véritables systèmes d'échanges parallèles « pair à pair » entre structures de création et entre usagers-acteurs, en utilisant toutes les potentialités de libre et de l'open source, voire des systèmes de monnaie locale ou virtuelle.

Participants :

Emmanuel Gilloz
Inventeur de l'imprimante 3D FoldaRap
s'inscrivant dans le projet mondial RepRap
Fondateur de la startup éthique « Open Edge»
http://watsdesign.blogspot.fr/
https://www.youtube.com/watch?v=bJvhoIZUuSI



Julien Cantoni
Co-fondateur de Spuntera - design de modèles économiques collaboratifs et connectés.
Co-fondateur de la branche francophone de la p2pfoundation. Auteur de *La société connectée, pour un nouvel écosystème numérique*
https://www.facebook.com/profile.php?id=100004572889416&fref=ts

Sylvie Mayer
Responsable de la Commission économie sociale et solidaire du PCF,biologiste
http://www.dailymotion.com/video/xks1c7_sylvie-mayer-l-economie-sociale-et-solidaire_news

Vend. 18 mars — Atelier 6

18h-19h45 —> coupole Niemeyer

Automatisation, robotisation, big data : la fin du salariat ?

Le Big-Data : 98% des informations produites par l'Humanité sont aujourd'hui numérisées. Le traitement massif des données du Big-data et les modèles analytiques et prédictifs qui en découlent, touchent tous les secteurs : recherche médicale, climatologie, juridique, sécurité, urbanisme, économie, transports, traitement des déchets et des pannes, marketing, politique, finance, énergie, presse, linguistique…

Il est basé sur la recherche et l'exploitation des corrélations plutôt que sur les liens de cause à effet. L'automatisation induite par le Big-data est fortement destructrice d'emploi qualifié. Les données qui sont majoritairement produites « gratuitement » par les usagers du numérique, seront la matière première stratégique du XXIe siècle. Les objets connectés, capteurs, drones et robots, alimentent en permanence en données le big-data. En 2020, nous interagirons en permanence avec 30 milliards d'objet connectés. Ils seront eux aussi destructeurs de nombreux emplois.

Dans le cadre des rapports économiques et sociaux actuels, la révolution numérique, avec l'automation liée au big-data, la généralisation de la robotique et des objets connectés, la blockchain dans le secteur bancaire et financier, va engendrer une destruction massive d'emplois qualifiés qui sera loin d'être compensée par la création d'un nombre restreint d'emplois hautement qualifiés et provoquer une profonde modification du contenu et de l'organisation du travail. L'existence même de l'entreprise comme lieux pour produire des biens et services est questionnée par l'organisation du travail en plateforme.

Il s'agit d'un mouvement d'une réduction forte et accélérée de l'emploi salarié marchand et non d'une disparition du travail. Les plateformes numériques et les réseaux sociaux remettent en cause la raison sociale et la légitimité des corps intermédiaires. Les systèmes de notation réciproque des usagers comme des prestataires créent une dictature de la réputation qui permet de se passer d'une bonne part des fonctions d'encadrement et de surveillance traditionnelles. On va vers une destruction de la « classe moyenne », des fonctions médiation et des corps intermédiaires, au profit d'une prolétarisation de masse.

Le travail en réseau permet à la fois de mettre en œuvre de manière inédite la coopération de millions d'intelligences humaines sur un même projet et de développer une concurrence sauvage presque complètement dérégulée. Si la coopération et le libre partage des savoirs et des savoir-faire est le carburant de la Révolution numérique, contradictoirement le capitalisme se nourrit de l'exploitation et du pillage des fruits de cette révolution, du bien commun numérique, et tire ses profits de leur privatisation.

Ainsi, la Révolution numérique, pose frontalement la question du dépassement de salariat et d'un autre rapport au travail. D'où les questions de sécurisation des parcours professionnelles et des parcours de vie.

Participants :

Yann Moulier-Boutang
Professeur des Universités en économique, Université de Technologie de Compiègne, Directeur de rédacteur de la revue Multitudes, Auteur de *L'abeille et l'économiste*,
http://socialismecapitalismedeuxpointzero.net/medias/presentations-et-conferences/article/yann-moulier-boutang

Véronique Sandoval
Responsable nationale du PCF « travail et emploi »
Membre du Comité exécutif national du PCF
http://www.dailymotion.com/video/xbw98p_ve-ronique-sandoval-partie-1-3_news

Vend. 18 mars | Atelier 7

18h-19h45 —> Salle des conférences —> 1er sous-sol

Révolution numérique, les territoires, l'État, l'Europe

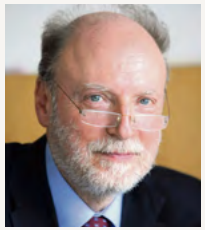
La révolution numérique questionne la pertinence des pouvoirs, des compétences et des politiques territoriales de la commune à l'Europe en passant par l'État. Que ce soit au niveau des organisations, de l'État ou des citoyens, les évolutions à engager concourent à redonner à tous les acteurs de la société, les pouvoirs, les responsabilités, les «souverainetés» dont ils ont été dépossédés par la globalisation capitaliste uniformisée et normalisée.

Elles posent la question une société appliquant les formes de subsidiarité qui promeut l'initiative, l'intervention, la responsabilité des citoyens et des organisations pour ce qui les concerne directement et en relation avec les valeurs et le bien commun par lesquels une communauté exprime sa personnalité et ses idéaux. Dans le cadre d'une organisation subsidiaire démocratique, cette information devrait être distribuée et utilisée pour l'expression transparente et responsable des plans d'action et la coordination des contributions des uns et des autres aux objectifs communautaires. C'est désormais possible, à condition de nous approprier les potentialités offertes par le numérique et de chausser, à tous les niveaux de la Société, les bottes de sept lieues, jusqu'à présent principalement utilisées par les groupes du capitalisme financier globalisé qui ont conduit la mondialisation. «

L'information, c'est du pouvoir» dit l'adage. À nous d'utiliser le numérique pour rassembler et traiter celle qui concerne notre avenir, et de réaffirmer nos droits et nos devoirs de citoyens au sein d'une société à reconstruire selon nos idéaux et nos ambitions.

Participants :

Jean-Michel Treille
Commissariat général du Plan (VIe plan). Fondation, direction du GAPSET.



Francis Wurtz
Député européen honoraire

Auteur de *La révolution numérique, réinventons l'avenir*

Isabelle Lorand
Membre de Conseil exécutif national du PCF, chargée du secteur « Ville, ruralité, aménagement du territoire ». Maire-adjointe au numérique à Vitry-sur-Seine

Vend. 18 mars | Atelier 8

18h-19h30 —> Salle 26/27 —> 1er sous-sol

L'impasse du solutionnisme technologique, vive la politique !

Apple et Facebook vont financer la congélation d'ovocytes de leurs salariées afin «de favoriser l'emploi des femmes et les aider à mieux maîtriser leur carrière » (sic). Google vient de créer, une filiale nommé Calico dont l'ambition n'est rien de moins que de « tuer la mort » (sic) en prolongeant d'au moins vingt ans l'espérance de vie en bonne santé. Inspiré par l'idéologie transhumaniste, Google est persuadé qu'homme et l'ordinateur vont fusionner afin de faire entrer l'humanité dans une nouvelle ère. Son PDG a déclaré que « si nous nous y prenons bien, (..) nous pouvons réparer tous les problèmes du monde. ». La start-up « Modern Meadow » prétend associer des cultures de cellules et de l'impression 3D afin de résoudre les problèmes de la faim dans le monde et du réchauffement climatique dû à l'élevage, en produisant de la viande et du cuir artificiel.

La société de capital risque de Hongkong DKV spécialisée dans le financement des sociétés de biotechnologie a nommé comme administrateur à égalité de pouvoir de décision de ses collègues humains, un algorithme apprenant opérant sur les gigantesques bases de données concernant tous les domaines de la santé, de l'économique aux médicales

Les informations ci-dessus, sont révélatrices d'une nouvelle idéologie qui prospère dans nos sociétés sur les ruines de la Politique et des « Etats providences » : Le « Solutionnisme ». C'est-à-dire la croyance que les nanotechnologies, les biotechnologies, l'informatique et les sciences cognitives (NBIC) associées aux entreprises qui les portent, pourraient apporter une solution à tous les problèmes auxquels l'Humanité est confrontée

Or, il n'y a aucun déterminisme entre voir éclore une société de partage libérée du capitalisme ou connaître un effondrement du système sur lui-même dans la guerre de tous contre tous, la barbarie et le chaos. La transformation sociale ne fera pas l'économie de l'intervention populaire et de la construction d'un mouvement social et politique puissant.

Le solutionnisme est un symptôme d'une grande misère de la Politique. Misère d'une pratique de la Politique réduite à la communication, incapable de produire du sens et ayant renoncé à résoudre ici et maintenant les problèmes prégnants qui se posent à l'Humanité. Misères de la politique enfin parce qu'avec le numérique, les questions de pouvoir, de participation et de représentation se posent de manières radicalement nouvelles. C'est pourquoi il faut se focaliser sur ce qui fait la raison d'être de la politique : la capacité de la cité à se mettre en mouvement pour résoudre collectivement selon l'intérêt général les problèmes qui lui sont posés.

Participants :

Evegeny Morozov
Chercheur, Université de Stanford,
auteur de *Pour tout résoudre cliquez ici : L'aberration du solutionnisme technologique* FYP éditions
https://vimeo.com/109931217

Yann Le Pollotec
Membre du Conseil national du PCF,
responsable « Révolution numérique »
Informaticien

Vend. 18 mars | Atelier 9

17h30-19h00 —> Salle 25 —> 1er sous-sol

Blockchain, finance participative, cryptomonnaie, fintech : fin des banques et de la souveraineté monétaire ?

La Blockchain est un protocole de données, « open source », infalsifiable, distribuée et décentralisée fondé sur une architecture réseau « pair à pair » où l'ensemble de l'information est disponible en chaque de nœud du réseau. Concrètement la technologie blockchain remet en cause le monopole des Etats sur la monnaie et les moyens de paiement, des banques sur les transactions financières et des notaires sur les transactions immobilières.

Le Bitcoin (une des crypto-monnaie d'Internet) est basé sur technologie Blockchain. La Blockchain peut potentiellement remplacer tous les « tiers de confiance » centralisés (banques, notaires, cadastres, état-civil, et beaucoup de fonctions régaliennes de l'Etat) par son réseau décentralisé de confiance « pair à pair ». C'est une technologie révolutionnaire tueuse d'institutions centralisées et des emplois liés à ces institutions. Elle pourrait permettre de réaliser l'un des rêves (sic) de Hayek et des ultralibéraux : la concurrence des moyens de paiement sans intervention de l'État.

La finance participative permet à nombre de créateurs ou de citoyens ayant des projets, d'échapper au refus des banques et aux fourches caudines des trop rares subventions publiques. Par contre nombre de plateformes de crowdfunding sont essentiellement à but lucratif et se servent des intérêts exorbitants, d'où la nécessité de promouvoir des plateformes coopératives et éthiques.

Antoine Yeretzian,
co-fondateur de Blockchain France
http://blockchainfrance.net/

Hervé Falciani
Lanceur d'alerte de la banque HSBC
Auteur de *Séisme sur la planète finance*
http://www.bfmtv.com/mediaplayer/video/bourdin-direct-herve-falciani-1202-443679.html

Denis Durand
Membre du Conseil national du PCF et sa « Section économique », économiste
Auteur de *Un autre crédit est possible* aux Temps des cerises
http://aude.pcf.fr/coutduK?page=0%2C15

Laurent Leloup
Rédacteur en chef de *Finyear*, spécialiste de la Blockchain et des fintech
http://www.finyear.com/Une-carte-pour-definir-l-ecosysteme-blockchain_a34789.html

Sam. 19 mars | Atelier 10

10h-11h45 —> Coupole Niemeyer

Numérique & enseignement : faut-il faire entrer la culture hacker dans l'Éducation nationale ?

Le « grand » plan numérique pour l'école est très en dessous des enjeux que représente la Révolution numérique pour l'école et les élèves. Certes la distribution de tablettes en 5e, le très haut-débit dans toutes les établissements scolaires, ou la numérisation des manuels scolaires ne sont pas de mauvaises choses mais on ne peut en rester là. Et si l'on en reste là, l'Éducation se verra uberisé à grand renfort de MOOC.

Les 40 recommandations du Conseil national du numérique et le rapport « Jules Ferry 3.0 bâtir une école créative et juste dans un monde numérique » constituent par contre une base pour un plan numérique véritablement ambitieux.

La question est de savoir si on livre, sous prétexte d'une fausse modernité, l'école aux GAFAM (Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft) pour fabriquer des consommateurs plus ou moins avertis du numérique et une petite élite de futures start-topeurs… ou si on se donne les moyens et l'ambition de former tous les citoyens de demain aux cultures du numérique, des réseaux et de développer l'esprit et l'éthique hackers.

Participants :

Marine Roussillon
Membre du Conseil exécutif national du PCF, responsable du réseau école du PCF
Enseignante

Laurent Ricard
co-créateur du Fab-lab de Gennevilliers et du Fab-lab « La Forge des possibles » en Vendée. Responsable pédagogique de la licence pro web de l'Université de Cergy-Pontoise

Sophie Péne
Directrice du Centre de recherche interdiciplinaire (Paris V)
Auteure du rapport « Jules Ferry 3.0 bâtir une école créative et juste dans un monde numérique »
http://www.dailymotion.com/video/x2kjqee

Amaelle Guiton
Journaliste au *Mouv* de France Inter, chef de la rubrique numérique de *Libération*. Auteure de *Hackers au cœur de la résistance numérique*
https://www.techn0polis.net
https://www.youtube.com/watch?v=9DdSIkXf6wk

Sam. 19 mars | Atelier 11

10h-11h45 —> Salle des conférences —> 1er sous-sol

Datapolis-Smart City vs Fab-City-Participolis

Plus de la moitié de la population mondiale vit dans des villes. Dans 35 ans, ce sera 70%. Mobilité, préservation de l'environnement, développement durable, nouveaux types de socialisation, économie de partage... À l'heure de leur propre transformation numérique, les villes sont le théâtre de nouveaux affrontements dans lesquels les positions dominantes sont redistribuées.

Qu'est-ce qu'une ville intelligente ? Notre vie va-t-elle être réglée par les algorithmes ? Quelles conséquences sur nos vies privées ? Que peut faire « intelligence digitale » pour les citoyens ?

Une cité qui ne collabore pas, meurt c'est pourquoi nous avons besoin d'aborder la question de l'intelligence des villes sous le focale de la participation citoyenne et non seulement sous celui du déploiement des infrastructures et du traitement des données.

Entre datapolis et participolis, ce débat s'adresse aux acteurs politiques, économiques, sociaux et technologiques ainsi qu'à tous ceux qui souhaitent comprendre nos cadres de vie de demain pour réfléchir non pas au «cahier des charges» mais au «cahier des possibles» de nos villes.

Participants :

Patrice Bessac
Maire de Montreuil, ville membre du réseau mondial des Fab-City
Membre du Conseil exécutif national du PCF

Francis Pisani
Journaliste auteur de *Voyage dans les villes intelligentes : entre datapolis et participolis* édité par Netexplo
http://data.over-blog-kiwi.com/0/73/87/12/20150402/ob_955cef_ob-094dfc-pisani-voyagedanslesvillesin.pdf
http://francispisani.net/
https://www.youtube.com/watch?v=ZbuY793Xqdw

Bruno David
Cadre territorial confronté aux enjeux numériques

Sam. 19 mars | Atelier 12

10h-11h45 —> Salle 26/27 —> 1er sous-sol

À l'heure de la « French tech » et de la stratégie « Europe 2020 », quelle stratégie numérique alternative pour la France et l'Europe »

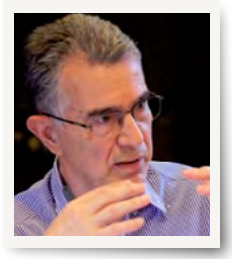
La France en matière d'industrie numérique (informatique, télécoms, électronique…) et de services, n'a plus de véritables stratégies, si ce n'est le tout start-up de la « French tech » et la soumission aux intérêts des grands groupes américains ou transnationaux. La tentative de faire de constituer un cloud souverain a échoué. La stratégie européenne de Lisbonne qui devait faire de l'Europe « l'économie de la connaissance la plus compétitive et la plus dynamique du monde d'ici à 2010, capable d'une croissance économique durable accompagnée d'une amélioration quantitative et qualitative de l'emploi et d'une plus grande cohésion sociale» a aussi lamentablement été mise en échec. La stratégie « Europe 2020 » qui lui a succédé, est à son tour dans l'impasse.

Malgré les succès d'entreprises comme Thalès, Sagem-Safran ou Dassault-System, les États-Unis domine l'essentielle des grands groupes qui font la Révolution numérique alors que l'Inde et la Chine montent en charge et en gamme.

Face à cette situation inquiétante pour la France et l'Europe, avec des budgets de R&D publics comme privés qui sont en berne, mais avec un fort potentiel de créativité chez nos jeunes chercheurs et ingénieurs, quelle stratégie globale pour la France et pour l'Europe dans le domaine du numérique ?

Participants :

Frédéric Boccara
Membre du Conseil national du PCF et membre sa « section économique » économiste, membre du Conseil économique, social et environnemental



Michel Volle
Économiste, diplômé de l'École polytechnique, de l'ENSAE et docteur en histoire économique, expert sur les questions industrielles et informatiques
Auteur de *L'e-conomie* chez Economia
http://www.volle.com/
https://www.youtube.com/watch?v=VMRmxNiSCxU

Sam. 19 mars | Atelier 13

14h-15h30 —> Coupole Niemeyer

Numérique et société de surveillance

Le gouvernement et ses communicants répètent en boucle qu'il faut savoir sacrifier un peu de liberté pour avoir beaucoup de sécurité, oubliant la citation de Benjamin Franklin « Un peuple prêt à sacrifier un peu de liberté pour un peu de sécurité ne mérite ni l'une ni l'autre, et finit par perdre les deux. ».

Dans une société où 98% des informations concernant un citoyen sont numérisées, où chacun est potentiellement géo-localisable et vidéo-surveillable, dans un monde où, demain, une multitude d'objets connectés enverront en temps réel des informations sur ce nous faisons et allons faire, sur ce que nous consommons et sur notre santé, la question de l'accès et du traitement automatique de cette masse de données, c'est-à-dire le big-data, devient stratégique.

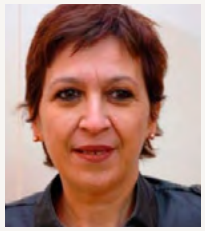
Les motivations profondes des lois liberticides sur la surveillance de masse votées en France et partout dans le monde, résident dans la croyance à l'idéologie de la toute puissance du big-data que le chercheur Evgeny Morozov qualifie de « solutionnisme technologique ». Cette idéologie évacue toute relation de cause et à effet, au profit de modèles basés sur la recherche de corrélations sur de grandes masses de données, qui permettraient d'anticiper toutes sortes d'événements et les comportements des individus et des groupes sociaux. Aux États-Unis, le chantre du numérique libéral, Chris Anderson va jusqu'à célébrer la « fin de la théorie » et de la « méthode scientifique » grâce au big-data. Dans cette idéologie du big-data qui dépolitise tout, l'être humain est toujours le problème et jamais la solution.

Derrière ces lois liberticides se cache l'utopie mortifère d'une société totalitaire du contrôle sociale au travers de dispositifs algorithmiques qui cibleraient les nouvelles classes dangereuses, et permettraient d'anticiper les mouvements sociaux et de pratiquer la répression préventive.

La protection, la propriété, l'accès et la maîtrise des données personnelles et collectives devient un enjeu majeur de démocratie, et de pouvoir politique, social et économique.

On le voit, ce qui est en jeu n'est pas la légitime lutte contre le terrorisme, l'espionnage industrielle ou le banditisme, mais de savoir, à l'heure de la révolution numérique, dans quelle société voulons nous vivre. Les bouleversements induits par la Révolution numérique impliquent de nouveaux droits et libertés dont l'accouchement est et sera l'objet de féroces affrontements de classe entre ceux qui veulent perpétuer leur domination et les tenants d'une société d'émancipation du genre humain.

Participants :



Eliane Assassi
Sénatrice, présidente du Groupe communiste et citoyen du Sénat, membre du Conseil exécutif national du PCF

Véronique Bonnet
membre de la direction de l'April, philosophe

Sam. 19 mars | Atelier 14

14h-15h30 —> Salle des conférences —> 1er sous-sol

La fabrication numérique distribuée et locale : une nouvelle révolution industrielle ?

Depuis 2010, les créations de fablabs, de makerspaces, d'Hackerspaces se sont multipliées dans le monde et particulièrement en France. Ils ont échappé à leurs créateurs américains. Dans une démarche « arts et métiers », leurs activités se sont diversifiées de la mini-industrie à l'agriculture en passant par le prototypage, la création artistique et l'éducation populaire, en fonction des communautés les portant, des situations et des cultures locales.Car les fablabs sont avant tout des aventures humaines collectives où l'on agit localement et en utilisant une intelligence mondiale mutualisée.

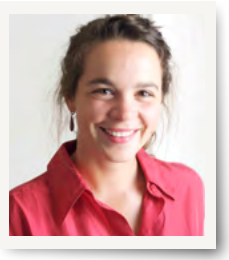
Avec la mise en réseau et la libre publication des projets, ils permettent de créer des « communs mondiaux d'innovation partagée » alors que dans les entreprises privées, dominées par la logique du profit à court terme, 90% des innovations finissent au placard.

Ils constituent des tentatives de relocalisation de la production dans le cadre d'une vision circulaire de l'économie et de lutte contre l'obsolescence programmée. Rien que le fait qu'un handicapé puisse venir au fablab de Rennes concevoir, produire et partager une prothèse de main dont le coût unitaire sera de moins de 1000 , et en faire un projet mondial alors que l'industrie ne propose que des prothèses similaires à des prix allant de 15.000 à 45.000 € est en soit une petite révolution bien concrète et bien utile.

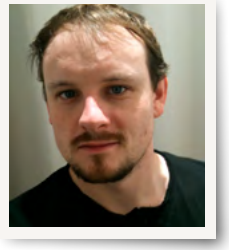
Via le net chaque fablab, makerspace, hackerspace peut participer et contribuer aux projets d'autres fablabs, makerspaces, hackerspaces ainsi plus de 30.000 personnes dispersées à travers le monde ont pu s'investir par exemple dans la conception d'une automobile open source.

Ainsi, la coopération et le partage battent la concurrence libre et non faussée, non seulement sur le terrain de l'innovation et l'efficacité, mais aussi sur celui des prix.

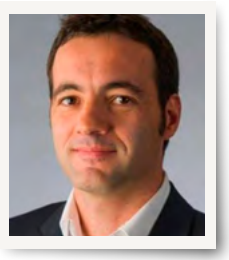
Participants :



Camille Bosqué
Docteure, diplômée de l'école Boulle et de l'ENS Cachan, professeur agrégée d'Arts appliqués. Auteure de *FabLabs, etc. Les nouveaux espaces de fabrication numérique*, Eyrolles
http://www.camillebosque.com/
https://www.youtube.com/watch?v=T5xAmpD7tog



Sébastien Elka
Commission industrie du PCF, revue Progressiste
Ingenieur



Nicolas Bonnet
Conseiller de Paris, membre du Conseil national du PCF
Auteur du rapport « Fabriquer à Paris »
http://www.communiste-frontdegauche-paris.org/IMG/pdf/rapport_fabriquer_a_paris_07.07.2015_version_definitive.pdf

Sam. 19 mars | Atelier 15

16h-17h30 —> Salle 26/27 —> 1er sous-sol

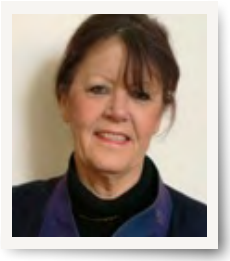
Licence créative commons ou/et droit d'auteur ?

La Révolution numérique, avec les réseaux « pair à pair » et la possibilité de dupliquer une information à un coût marginal presque nul, a remis en cause la notion de propriété intellectuelle. Cela peut permettre comme jamais de partager les connaissances et les savoirs et de créer des biens communs numériques. Il y a un véritable affrontement entre les partisans du « libre » et ceux qui veulent tout breveter et tout cadenasser.

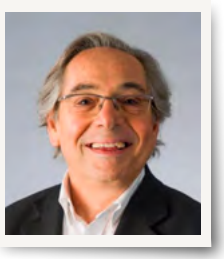
Mais, en même temps, cela pose les questions du respect des droits d'auteurs et de la rétribution de ceux-ci, du juste retour sur des investissements en R&D. Ceci implique de créer une toute autre économie politique reposant sur le marché basé sur la seule valeur d'échange

Les licences créative commons se veulent une réponse aux questions nouvelles posées par la Révolution numérique et aux limites actuelles des législations sur le copyright. Leur but est de fournir un outil juridique qui garantisse à la fois la protection des droits de l'auteur d'une œuvre ou d'une création et la libre circulation du contenu de cette œuvre ou création, ceci afin de permettre aux auteurs de contribuer à un patrimoine d'œuvres et de créations accessibles librement par tous.

Participants :



Danièle Bourcier
Responsable scientifique de Creative Commons France, directrice de recherche au CNRS
http://creativecommons.fr/
Auteure de *La sérendipité dans la science, la technique, l'art et le droit*, avec Pek Van Andel, Paris, Hermann
https://www.youtube.com/watch?v=nuIqZP3OVLs



Alain Hayot
Membre du Conseil national du PCF et délégué national à la Culture du PCF, sociologue et anthropologue
http://alainhayot.blogspot.fr/

Sam. 19 mars | Atelier 16

16h-17h30 —> Coupole Niemeyer

Les communs numériques contre les nouvelles enclosures

S'ouvrent actuellement des espaces difficilement maîtrisables par le capital, hors du marché et de l'État, qu'occupent de manière expérimentale, fragile mais résiliente, balbutiante mais virale, les fablabs, les hackerspaces et autres markerspaces, les wiki à commencer par Wikipédia, les communautés de développement de logiciel libre et toutes les plateformes coopératives.

Ces espaces sont des lieux et des réseaux de création et de développement de « Communs numériques ». Ils participent de tiers lieux qui préfigurent peut-être l'une des futures institutions d'une société post-capitaliste fondée sur les « communs ».

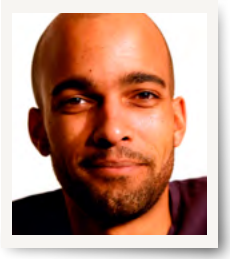
Ainsi, avec la mise en réseau et la libre publication des projets sur le net, il y a création de « communs mondiaux d'innovation partagée » alors que, dans le même temps au sein des entreprises privées dominées par la logique du profit à court terme, 90% des innovations finissent au placard.

Dans le même mouvement, le capitalisme du digital installe de nouvelles enclosures pour limiter leur croissance, marchandiser leur accès et leur droit d'usage. Ainsi ? des plateformes comme Uber privative le bien commun des données de géolocalisation.

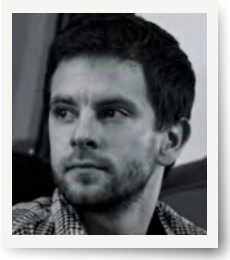
Il est effectivement difficile de s'épanouir dans une société dominée par les marchés et un État à leur service, pour ces structures au statut juridique improbable qui ne sont ni véritablement des associations, ni des services publics, ni des entreprises, et dont le modèle de production est fondé sur le partage, la coopération, et la notion de Commun. Mais il ne fut pas simple non plus pour le capitalisme de se développer dans un monde dominé par les rapports sociaux féodaux. On n'est pas passé en une nuit, fut-elle celle du 4 août, du féodalisme au capitalisme.

Participants :

Benjamin Coriat
Economiste, membre des
« Économistes atterrés »
Co-auteur de *Le retour des Communs, la crise de l'idéologie propriétaire*
https://www.youtube.com/watch?v=Ou1IXf27w-k



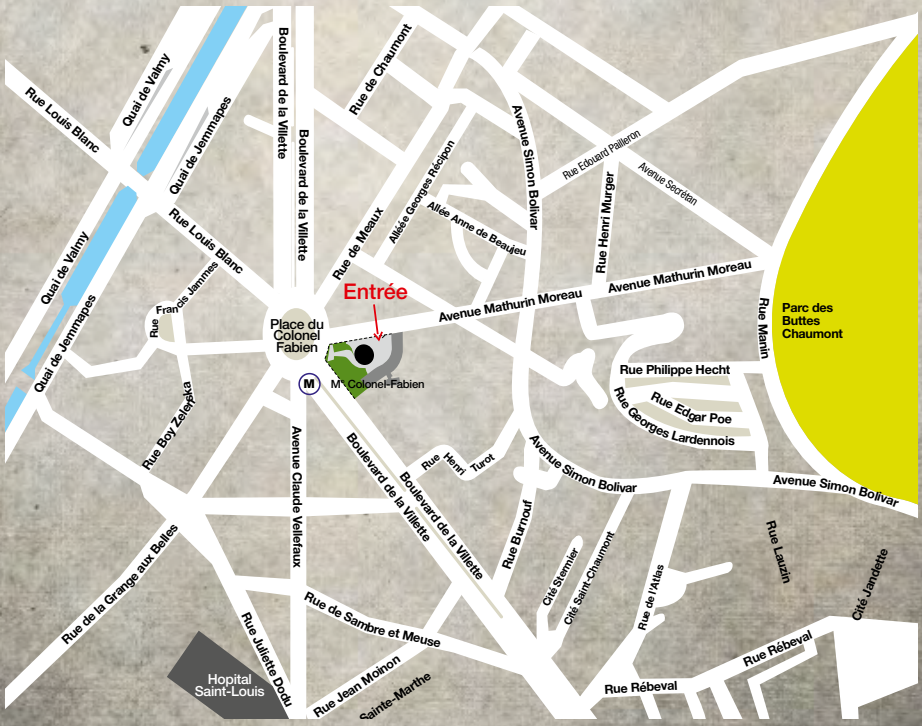
Guillaume Roubaud-Vauclin
Directeur de la *Revue du Projet*,
revue théorique du PCF
Historien



Sébastien Broca
Docteur en sociologie, auteur de
L'Utopie du logiciel libre, du bricolage technologique à la réinvention sociale
http://lepassagerclandestin.fr/fileadmin/assets/catalog/essais/Utopie_logiciel_libre__Broca__Le_passager_clandestin.pdf
https://www.youtube.com/watch?v=14jzQMK34jI

Les livres des EGRN

Sommaire

egrn.fr

Parti communiste français
Espace Oscar Niemeyer
2, place du Colonel-Fabien
Paris 19e – M° Colonel-Fabien